

[Accueil](#) [Antisémitisme](#) [Rapports sur l'antisémitisme](#)
[Rapport sur l'antisémitisme en Suisse 1998](#)

CICAD en action

**Plus de 20 ans d'actions**

La CICAD se préoccupe des menaces qui pèsent sur les Communautés juives. Prévenir, conseiller et agir : 3 mots d'ordre contre un même fléau.

[lire la suite](#)[Commander nos publications](#)

Rapport sur l'antisémitisme en Suisse 1998

En 1998, le débat sur les fonds en déshérence dans les banques suisses et le rôle de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale a continué à provoquer des manifestations antisémites, mais dans une mesure réduite. De même qu'en 1996 et 1997, des dirigeants de groupes d'extrême-droite ont exploité ces questions pour nourrir les sentiments antisémites. En 1998, quelques antisémites et négationnistes notoires, tel Jürgen Graf, ont été condamnés par la loi suisse contre le racisme.

LA COMMUNAUTÉ JUIVE

Environ 18'000 citoyens juifs vivent en Suisse sur une population totale de 7,13 millions. Plus de la moitié de la population juive (61%) vit dans la partie suisse alémanique du pays. Environ 6'800 Juifs résident à Zurich, 4'400 à Genève et 2'600 à Bâle. L'organisation faitière des Juifs suisses est la Fédération Suisse des Communautés Israélites (FSCI). Trois journaux juifs sont publiés: deux en allemand, l'Israelitisches Wochenblatt et la Jüdische Rundschau, et un en français, la Revue Juive.

LES PARTIS POLITIQUES ET LES GROUPES EXTRA-PARLEMENTAIRES

Depuis le début des années quatre-vingt, les partis d'extrême-droite en Suisse ont constamment augmenté leurs activités, soulignant le lien de causalité entre le chômage, la criminalité, les problèmes de drogue et les étrangers et les demandeurs d'asile. Durant ces dernières années, l'antisémitisme, qui était jusqu'alors peu présent dans la propagande de droite, a resurgi de façon plus visible. Les extrémistes de droite ont cependant été attentifs à agir dans le cadre de la loi, se limitant à propager leurs idées, mais s'abstenant généralement de tout acte de violence.

Les partis politiques

Les partis d'extrême-droite représentés au sein du parlement en Suisse sont le Freiheitspartei der Schweiz, dirigé par Jürg Scherrer, le parti des Démocrates Suisses (SD/DS), dirigé par Rudolf Keller, lequel a, en 1998, publiquement appelé à la haine contre les Juifs (voir ci-dessous), et la Ligue des Tessinois, dirigée par Giuliano Bignasca, qui a été jugé en 1998 pour avoir distribué de la propagande antisémite (voir ci-dessous). Pour des raisons électorales, le Freiheitspartei der Schweiz et la Ligue des Tessinois ont fusionné pour former la Faction Nationale, afin de recevoir des fonds publics pour financer leur campagne électorale. Un autre parti à exploiter les sentiments xénophobes est l'Union Démocratique du Centre (SVP/UDC), dirigée par Ueli Maurer. Récemment, l'UDC a réussi à gagner des voix d'extrême-droite qui étaient précédemment acquises au Freiheitspartei der Schweiz. Bien que l'UDC ne soit pas ouvertement un parti antisémite, certains de ses membres ont flirté avec l'antisémitisme. Ainsi, lors d'un rassemblement du parti à Berne, des remarques antisémites ont été faites à voix haute par un participant.

A Genève, la branche locale de l'UDC a été accusée d'incitation à la violence, à cause d'une affiche exposée en vitrine montrant un Noir et un Juif, avec le commentaire suivant: "Voici deux espèces en danger, mais il en reste encore sur les bords de notre lac". Un nouveau parti d'extrême-droite, l'Union des Patriotes Suisses, s'est formé en Suisse Romande, à la suite de l'expulsion de cinq membres dirigeants de la branche locale des Démocrates Suisses, considérés comme trop "nationalistes".

Les groupes extra-parlementaires

L'arène d'extrême-droite comprend différents groupes:

Les fascistes traditionnels. Nombres d'entre eux ont vécu la Seconde Guerre mondiale et s'inspirent directement de l'idéologie nazie. Actifs depuis le début des années cinquante, leur activité a décliné depuis les années septante. Leur principal porte-parole, Gaston-Armand Amaudruz, qui approche les quatre-vingts ans, dirige le Nouvel Ordre Européen et édite le mensuel Le Courrier du Continent. Il est actuellement inculpé pour négationnisme, en violation de la loi antiraciste.

La Nouvelle Droite. Ce mouvement intellectuel a ses origines en France, mais possède une antenne en Suisse romande. Son porte-parole est l'avocat Pascal Junod, membre de l'organisation française GRECE, qui le relie directement avec la Nouvelle Droite d'Europe Occidentale. L'idéologie de la Nouvelle Droite est fondée sur l'inégalité entre les hommes et les cultures, ainsi que sur la prédominance de l'Europe. Pascal Junod tient régulièrement des réunions dans la région de Genève, auxquelles les négationnistes de France et les membres du Front National français sont conviés. D'autres groupes sont associés à la Nouvelle Droite, comme Thulé et Le Cercle Proudhon, qui se réunissent en comité privé et qui diffusent des livres. Ainsi, en 1998, l'avocat négationniste français Eric Delcroix a été invité par le Cercle Proudhon, pour une conférence dans un restaurant de la banlieue genevoise.

Les groupements nationaux révolutionnaires. Outre le fait que ces groupements sont racistes et nationalistes, ils sont radicalement anti-Américains, anti-capitalistes, anticommunistes et antisionistes.

Le Parti Communautaire National-Européen (PCN). Précédemment considéré comme la troisième voie, le PCN a été créé en 1984 en Belgique par le dirigeant actuel, Luc Michel, et ses 800 membres se situent dans la partie francophone de l'Europe. La principale caractéristique du PCN est son souhait d'unifier sous une même bannière tous les ennemis du "système" (par exemple les Etats-Unis et leur allié Israël), qu'il s'agisse de la droite ou de la gauche. Les quelques membres suisses agissent principalement dans la distribution de propagande.

Avalon. C'est une organisation informelle d'extrémistes de droite, provenant de divers groupes (skinheads, négationnistes, membres de la Nouvelle Droite). Dirigée par Roger Wütrich, ses activités ont, entre autres, inclus des cycles de discussion, menés par le négationniste Ahmed Huber (converti à l'Islam), des commémorations de dates nazies et la propagation de théories négationnistes et néo-nazies. Wütrich est également le co-fondateur de l'association peu active "Les Jeunesses Viking Suisses".

Les Skinheads. Il y a environ 400 à 500 skinheads en Suisse, parmi lesquels 250 à 300 militants. Selon un rapport de la Police Fédérale du 27 avril 1998, le nombre de skinheads organisés est sans cesse grandissant. Dans leur bulletin Der Schwarze Kopf (La Tête Noire), ils appellent à "l'extermination des ennemis raciaux et autres traîtres: Juifs, Noirs, homosexuels et Francs Maçons". Les Swiss Hammer Skinheads (SHS), fondés en 1990, semblent être les skinheads les plus militants en Suisse aujourd'hui.

Les dirigeants des skinheads suisses visent à rassembler leurs membres en une seule organisation. En 1998, les skinheads ont organisé des rassemblements et des concerts qui ont attiré des supporters de tous les pays d'Europe. Ainsi, en mars 1998, 800 skinheads se sont rassemblés à Chézard St-Martin pour un concert.

En mars également, la Nationale Initiative Schweiz a invité le néo-nazi allemand Manfred Roeder, précédemment condamné, à donner une conférence à Diepoldsau. En avril 1998, 200 à 300 skinheads ont assisté à un concert des hammerskins à Concise (VD). Pendant l'année 1998, plusieurs agressions contre des étrangers ont été commises par des skinheads armés. En septembre, les SHS avaient prévu d'accueillir environ 1'500 sympathisants européens. Ils devaient se réunir au Chalet à Gobet près de Lausanne pour un important concert néo-nazi, qui a été interdit au dernier moment par les autorités locales.

La Fondation mondiale pour les Sciences Naturelles. C'est une branche de l'Eglise Universelle, qui est connue pour son antisémitisme. La fondation tient son congrès annuel à Interlaken. Son directeur, Peter Leach-Lewis, qui est interdit d'entrée en Suisse, a participé à la réunion par téléphone.

Les Fundamentalistes Catholiques. La Fraternité sacerdotale Saint Pie X à Ecône reste le centre des Fundamentalistes Catholiques, dans le sillage de feu Monseigneur Lefebvre. Elle s'est scindée de l'Eglise Catholique Romaine, à la suite de la réforme du 2ème Concile du Vatican en 1965. Les membres de cette fraternité sont réputés pour avoir d'étroites relations avec l'extrême-droite, particulièrement en France.

Les liens avec d'autres groupements européens

Les groupes d'extrême-droite en Suisse maintiennent des liens étroits avec des groupements frères en Europe, particulièrement en Allemagne et en France. En janvier, Reinhold Fischer, un ancien membre du mouvement radical de droite, le mouvement défunt "Mutschellenfront", et un membre du conseil de direction du SHS, a aidé des militants d'extrême-droite à Passau, en Allemagne, à préparer une "journée nationale de résistance". A Budapest, il a participé à l'organisation d'une marche "en l'honneur des héros Waffen-SS qui ont perdu leur vie pendant la Deuxième Guerre mondiale dans la défense contre le bolchevisme sioniste". Un car transportant 24 militants qui se rendait à la manifestation de la "journée nationale de résistance" du NPD a été refoulé à la frontière allemande. Cette manifestation avait été organisée grâce au système téléphonique SHS Info, dirigé par Fischer. Quelques personnes ont néanmoins réussi à y participer.

ACTIVITÉS ANTISÉMITES

Violence

Le 17 juillet 1998, il y a eu une alerte à la bombe à la Communauté Israélite Libérale de Genève, après qu'un paquet a été déposé devant l'entrée principale un vendredi soir. L'enquête de police a par

la suite révéla que le colis en question contenait des fils électriques et des vis, mais pas d'explosifs.

Propagande

Un rapport de la Police Fédérale Suisse a montré une augmentation du nombre de documents de propagande d'extrême-droite saisis. Ce matériel est essentiellement constitué de disques compacts en provenance d'Europe et des Etats-Unis. Ce rapport indiquait également qu'internet est devenu la plaque tournante de la distribution de propagande antisémite.

La question des fonds en déshérence et le débat concernant le rôle de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale ont été des thèmes médiatiques majeurs en 1996 et 1997.

L'antisémitisme a régulièrement refait surface lors de la mention de tels sujets, à la fois de façon directe et indirecte, réveillant par ce biais des sentiments antisémites latents au sein de la population. Résultat: une réelle intensification des manifestations populaires antisémites qui se sont poursuivies en 1998, dans une moindre mesure cependant. Certaines organisations et personnalités juives ont continué à recevoir des lettres antisémites, mais leur nombre a beaucoup diminué par rapport à 1997.

Comme en février 1997, durant la période du carnaval, des prospectus, des journaux, et des posters antisémites ont été distribués, des chansons antisémites ont été entonnées. Lors du carnaval, des personnes déguisées en Juifs orthodoxes ont défilé sur le toit d'un camion, dansant au milieu d'un tas de lingots d'or. L'arrière du camion portait l'inscription "Juif un jour, Juif toujours". En fin janvier, à Bâle, dans un spectacle précédant le carnaval, appelé le "Mimösli", un sketch stéréotypant la soif des Juifs pour l'argent a été joué chaque soir devant une foule importante.

Les chefs des groupes d'extrême droite ont continué à exploiter la question des fonds en déshérence pour provoquer un sentiment anti-juif. Rudolf Keller, président des Démocrates Suisses, a appelé la population au boycott de "tous les produits, restaurants et offres de voyage juifs et américains", ce qui a conduit le Conseil National à voter en décembre la levée de son immunité parlementaire. Le Conseil des Etats (sénat) a, pour sa part, refusé de lever cette immunité empêchant ainsi que Keller soit traduit en justice pour violation de la loi antiraciste.

Les Démocrates Suisses ont aussi distribué une cassette intitulée "Un Nouvel Ordre Mondial", contenant des thèmes antisémites tels que la conspiration juive, basés sur des livres de Jan van Helsing et Des Griffin. La cassette a été produite par Martin Frischknecht, qui a attiré l'attention du public par le passé en déclarant que le NSDAP n'était pas un parti de droite et qu'il était faux de les appeler nazis.

Le secrétaire du parti UDC Bernhard Hess a déclaré que la disposition antiraciste du Code Pénal n'avait pour but que d'exposer des Suisses sans défense à des réclamations financières de la part de victimes de la Shoah et autres.

Une disquette contenant environ 200 pages de littérature antisémite, y compris des extraits du journal de Georges Oltramare Le Pilon (publication pro-nazie des années 30) et du livre "Les Protocoles des Sages de Sion", a été envoyée à l'adresse privée de nombreuses personnes, entre autres celles fortement en faveur de l'Union européenne. Un autre groupe genevois, qui s'est baptisé La Punaise Volante, a envoyé par courrier des messages similaires à des particuliers juifs et non-juifs en Suisse Romande.

La presse d'extrême-droite est restée active durant l'année 1998, avec Gaston-Armand Amaudruz, Ernst Indlekofer et Jürgen Graf, qui ont continué à publier des textes antisémites, malgré leur inculpation (voir ci-dessous). Parmi les livres antisémites distribués en Suisse en 1998 figurent une nouvelle édition de The enigma of Judaism de Ludwig Thieben et Le livre jaune numéro 5. Ce dernier livre est une version anonyme française du Geheimgesellschaften de Jan van Helsing. Des copies de "Mein Kampf" d'Hitler ont été vendues dans un marché populaire.

En novembre 1998, le Ministre de la Défense, Adolf Ogi, a désavoué publiquement le Brigadier Jörg van Wijnkoop qui avait écrit la préface d'un livre, publié en 1998, faisant l'apologie des Suisses engagés dans la Waffen-SS, Sollte ich aus Russland nicht zurückkehren... ("Si je ne devais pas rentrer de Russie..."), écrit par un historien amateur, Vincent Oertle.

Adolf Ogi a par ailleurs ouvert une enquête au sujet des relations entre l'extrême-droite et l'armée suisse. Le rapport remis indique que "l'extrémisme politique dans l'armée n'est pas considéré comme un problème grave par la justice militaire".

LE DÉBAT AU SUJET DE LA SHOAH ET DE L'EPOQUE NAZIE

Un rapport suisse sur le commerce d'or durant la Deuxième Guerre Mondiale et sur l'implication de la Banque Nationale Suisse, préparé par une commission dirigée par Jean-François Bergier, est paru en avril 1998. Stuart Eizenstat, le sous-secrétaire d'Etat américain, a déclaré que ce rapport était "un élément significatif pour les négociations". Toutefois, ce rapport détaillé a vite été oublié...

Auparavant, en mars 1998, Thomas Borer, chef de la Task Force chargée d'examiner le rôle de la Suisse pendant la guerre, avait averti qu'un boycott des banques suisses par des villes et des états américains pourrait pousser les Suisses à des représailles. Edgar Bronfman, président du Congrès Juif Mondial, a répondu que les banques suisses se verraient alors engagées dans une "guerre totale", voire une action en justice devant des tribunaux américains, s'ils ne réglaient pas les prétentions dans un proche avenir.

L'accord global de 1,25 milliard de dollars, conclut en août 1998 entre les deux grandes banques suisses et les plaignants juifs, a suscité nombre de lettres et réactions antisémites liant les Juifs à l'argent.

LES RÉACTIONS FACE AU RACISME ET A L'ANTISEMITISME

Les actions en justice

En 1998, plusieurs antisémites et négationnistes connus ont été condamnés en vertu de la disposition antiraciste du Code Pénal suisse (article 261 bis CP).

Jürgen Graf, auteur d'ouvrages niant la Shoah (voir ci-dessus), a été condamné à 15 mois d'emprisonnement pour violation de la loi antiraciste. Ses livres ont été confisqués (mais sont toujours disponibles sur Internet). Son éditeur, un ancien officier de la Wehrmacht, Gerhard Förster, a été condamné à 12 mois d'emprisonnement, mais est décédé en septembre 1998.

En février, le tribunal de Genève a condamné le propriétaire de la librairie Al Diwan à une amende de Fr. 1000.– pour avoir vendu le livre négationniste de Roger Garaudy Les mythes fondateurs de la politique israélienne. Le recours est en attente.

Aldo Ferraglia, condamné en décembre 1997 pour avoir vendu et distribué l'ouvrage de Roger Garaudy, a gagné le recours en juin 1998. La Cour d'appel a accepté sa défense, basée sur le fait que l'auteur d'un livre litigieux est punissable et non le distributeur. Le procureur a fait recours auprès du Tribunal Fédéral et le verdict est toujours en attente.

Il doit être souligné que le président du CERD, commission de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale, Mahmud Abdul-Nasr, a exprimé "son profond étonnement" face aux poursuites pénales de la Suisse contre les distributeurs du livre de Garaudy. Ces commentaires ont suivi les trois semaines de débat durant lesquelles les gouvernements ont énuméré les mesures prises dans la lutte contre la discrimination raciale.

Le négationniste Walter Fischbacher, 71 ans, a été condamné à deux mois d'emprisonnement avec sursis en août 1998 pour violation de l'article 261 bis du Code Pénal. En 1995, il avait adressé une lettre à de nombreuses personnes, où il déclarait que, bien que n'ayant rien contre les Juifs, "ce qui me dérange est le mot sionisme, ce mouvement juif qui veut gouverner le monde. Leurs thèses sont similaires à celles des nazis".

En août 1998, Ernst Indlekofer, éditeur du journal Recht + Freiheit, a été détenu un mois pour des délits racistes. Il avait déjà été condamné en septembre 1997 pour avoir nié la Shoah.

De la documentation raciste avait été saisie chez lui et la dernière édition de son journal contenait un article du négationniste Jürgen Graf.

En décembre 1998, le chef de la Ligue des Tessinois, Giuliano Bignasca, a été condamné à une amende de Fr. 7'000.– pour avoir imprimé des remarques antisémites dans son journal hebdomadaire *Mattino della Domenica*.

Deux membres du mouvement Hammerskin ont été condamnés à 12 mois d'emprisonnement en juillet 1998 pour avoir pris part en 1995 à l'incident de Hochdorf (une manifestation antifasciste pendant laquelle des skinheads avaient attaqué des manifestants).

Les activités publiques et officielles

Le conseil municipal de Genève a décidé de réduire ses relations avec les représentants du parti majoritaire de la région Rhône-Alpes (France), dont les idéologies ont été jugées trop proches de celles du Front National. L'un de ces élus locaux français est l'avocat Olivier Wyssa, associé de Pascal Junod (voir Nouvelle Droite).

La Commission Fédérale contre le Racisme a publié une étude historique d'une cinquantaine de pages sur l'antisémitisme en Suisse. Ce rapport a fortement condamné la résurgence de ce type de haine, particulièrement ces deux dernières années.

L'enseignement contre le racisme est en train d'être accentué en Suisse. Un groupe de travail fédéral a été créé pour s'assurer que la Shoah, en particulier, est enseignée dans les écoles. Du matériel d'enseignement, intitulé *Medienpaket Rassismus*, comprenant de la documentation sur le racisme, le nationalisme, l'antisémitisme et la xénophobie, a été mis à disposition d'écoles de Suisse allemande. La CICAD a publié une brochure intitulée *L'Antisémitisme: Mieux le connaître, mieux le combattre*, qui a été distribuée dans les écoles, les églises et les bibliothèques de Suisse romande.

De plus, un livre intitulé *A propos du phénomène des skinheads et du racisme en Suisse* a été diffusé, avec la vidéo *Skin or die* de Daniel Schweizer, afin de sensibiliser les enseignants et les politiciens au dangereux phénomène skinhead.

Dans un effort de contrôler la diffusion sur internet de matériel encourageant la haine raciale interdit en Suisse, deux inspecteurs de la Police Fédérale ont été nommés pour surveiller la propagande raciste. La plupart des opérateurs d'internet ont reçu une liste des sites violant l'article 261 bis CP, dont celui de Jürgen Graf, "Wilhelm Tell".

La situation a encore été vive en 1998, notamment lors de la publication du rapport Bergier, de l'appel au boycott de Keller et de l'accord global. Toutefois, le débat est presque tombé sous silence depuis septembre 1998. Reste à poursuivre le travail d'éducation et de sensibilisation pour tenter de rétablir une atmosphère saine.

